



Madame, Monsieur,

Je vous propose de dédier notre soirée à la mémoire de Gérard Florent, conseiller municipal de Viry-Chatillon, délégué communautaire de 2004 et 2008, un compagnon de route, un camarade de tous les instants qui nous a quittés il y a quelque jours.

9 ans ! Voilà 9 ans que l'agglomération Les Lacs de l'Essonne nous réunit pour partager nos vœux.

Mais il y a un an, l'espoir du changement était là, palpable, présent sur vos visages et dans vos yeux. Certes cet espoir était plus marqué chez les uns et plus raisonné chez d'autres. Mais il existait.

Alors je m'interroge, à vous voir et vous écouter parfois. Qu'est devenu cet espoir aujourd'hui ?

Faut-il croire que le renoncement a pris la place des promesses d'hier ?

Faut-il constater que la soumission aux ordres des places financières a mis au pas les annonces de « changement » ?

Faut-il admettre que le si joli refrain « changer la vie » a été détourné et s'est transformé en « le temps des cerises ce n'est pas pour maintenant » ?

Peut être y a-t-il eu erreur ? Nous avons mal compris. Peut être que « le véritable adversaire » vous savez « celui qui n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti... » Peut être que ce n'est plus le monde de la finance.

Pourtant le monde de la finance, lui, a un adversaire : le peuple.

Oui, c'est le peuple qui est devenu l'adversaire dans un système où pour satisfaire la soif des marchés financiers, il en est la variable d'ajustement.

Ce peuple, on le broie, on l'écrase, on le tord, on le ligote. Il n'a ni son mot à dire, ni le droit de se plaindre, ni même celui de clamer qu'il a été trompé, pas même qu'on lui a menti, qu'il se sent trahi.

Et lui a un visage.

C'est le visage de cette femme qui, à la cinquantaine, essaie de retrouver un emploi, parce qu'elle ne supporte plus qu'on la traite d'assistée. Mais qui sait qu'à son âge, le marché l'a déjà condamnée.

C'est le visage de ce père de famille qui cumule les heures supplémentaires non payées, mais qui ne VEUT pas se plaindre parce que le marché lui fait comprendre qu'il faut qu'il s'estime heureux, et que beaucoup d'autres aimeraient prendre sa place.

C'est le visage de cette femme seule avec ses enfants, aux horaires atypiques, qui s'en remet au destin pour garder ses enfants, parce que le marché ne s'en soucie pas et qu'après tout, elle a de la chance de gagner de quoi les faire manger.

C'est le visage de cette famille qui a attendu le début de la trêve hivernale avec un nœud dans le ventre, jusqu'à la dernière seconde, et à qui le marché laisse 3 mois de répit, parce qu'ils ne savent plus comment vivre et payer leur loyer.

Et combien d'autres visages...

Celui qui ne peut plus se soigner ; celui qui doit faire la queue aux Restos du cœur, celui qui ne peut permettre à son enfant de poursuivre ses études ;

Celui qui n'allume plus les radiateurs alors que les températures sont négatives.

Celui qui dort dans sa voiture alors qu'il a un boulot ;

ou encore ce jeune-là qu'on a bâillonné et embarqué de force dans un avion pour le ramener dans un pays qu'il ne connaît pas, lui qui a étudié et travaillé en France pendant 8 ans et dont le seul tort est d'avoir espéré des papiers...

Ce n'est pas du misérabilisme. Ce que je décris. Ces visages nous les connaissons tous.

Ils viennent nous solliciter. Ils nous exposent, avec la dignité qu'il leur reste, leurs situations

plus dramatiques les unes que les autres. J'enrage, voyez-vous, j'enrage !

Ceux-là aimeraient avoir des revenus dans la tranche taxée à 75%. Ils ne seraient pas là à pleurnicher contre ce méchant fisc qui leur prend tout.

Ceux-là mériteraient la légion d'honneur bien plus que ces PDG, ces banquiers, ces sportifs, qui l'ont obtenue et qui pour la plupart sont des déserteurs, qui ont choisi un autre pays sur la base du meilleur régime fiscal.

A ce propos, ceux qui n'aiment pas la Patrie Républicaine qu'ils partent ! Je leur dis « Bon débarras » !

Les héros d'aujourd'hui sont ceux qui vivent avec un SMIC, un seuil de pauvreté ou même un minima social, par mois, et non pas ceux qui se prennent des milliers de SMIC, par jour. Qui sont les assistés, les parasites ?

Ceux là n'aspirent pas à collectionner ni les yachts, ni les cigares, ni les hôtels particuliers, pas plus les œuvres d'art... Ils veulent juste manger, faire manger leurs enfants, de préférence sous un toit, les chauffer, les éduquer, les soigner. Bref, faire partie de l'humanité. Tout simplement.

On sait ce que ça veut dire ici, la misère. Voyez-vous ?

C'est pour ça qu'ici nous trouvons beaucoup de têtes dures. Alors ne vous étonnez pas que vos élus soient eux-aussi des têtes dures.

Alors chacun s'est toujours accordé à reconnaître la « spécificité » de notre bassin de vie. Mais, forcément personne n'y met le même sens.

Chez certains ça veut dire « les pauvres », chez d'autres ça veut dire « que pour rien au monde ils n'aimeraient être habitants ou élus ici ».

Mais pour nous ça veut dire qu'ici on ne se laisse pas faire et qu'on mérite le respect.

Voilà près d'une décennie que nous sommes engagés dans cette intercommunalité (ce mariage entre Viry et Grigny). Cette communauté de vie, nous l'avons choisie. Elle ne nous a pas été imposée. Les électeurs l'ont validée par 2 fois.

Cette équipe, chacun des élus qui la composent, chacun avec sa sensibilité, s'est engagée dans ce projet commun avec un impératif à l'esprit : être utiles au progrès humain. Voilà notre cœur de métier !

Nous avons dû convaincre de la viabilité de notre projet. Personne n'aurait parié sur nous un centime.

Et depuis, dans bien des domaines nous avons été des défricheurs.

Nous avons réussi à convaincre, tout autour de nous, de l'intérêt de ce que nous faisons. Nos galons nous les avons gagnés dans la lutte. Nous les avons gagnés avec des arguments et des actes.

Bien avant les autres nous avons dû résister.

Bien avant les autres nous avons mutualisé, pour financer notre Grand Projet de Ville Viry-Grigny.

15 ans plus tard, nous avons avancé, mais il faut toujours engager le bras de fer pour améliorer

les conditions de vie dans nos quartiers.

Bien avant les autres nous avons du faire appel à notre imagination et à notre combativité pour inventer des solutions.

Bien avant les autres nous avons été confrontés à la vie dure. Ici, je dis toujours, et je le répète, c'est la face émergée de l'iceberg de ce à quoi conduit l'austérité partout.

Ici, avec vous, nous construisons localement, le projet politique que nous voulons, et oui c'est notre ambition, pour la France toute entière.

Dans ce projet, il y a la synthèse du meilleur de nos traditions politiques, moi je l'appelle l'écosocialisme, mais Socialistes, communistes, républicains, écologistes, chacun a donné le meilleur de lui-même dans l'écriture de cette histoire commune, à votre service, que vous soyez citoyens, acteurs engagés, entrepreneurs... pour promouvoir un service public émancipateur, pour partager, partager, partager encore !

Ensemble nous avons pris conscience de la nécessité de ralentir la vie.

Nous ne voulons plus que la banlieue soit le dortoir des zones privilégiées ou se concentrent la richesse et les emplois.

Nous ne voulons plus que nos habitants galèrent dans des temps de transports de plus en plus long pour aller travailler aux 4 coins de l'Île-de-France. Quand ils ne sont pas exclus de ces emplois du fait de leur adresse.

Bien sur ralentir la vie ça ne se décrète pas. Mais une fois qu'on a cette intime conviction qu'il faut rapprocher dans un même périmètre de 15 mn le logement, l'emploi, les services publics, la nature préservée, ça fait notre feuille de route d'aujourd'hui comme pour les 20 prochaines années.

C'est cette intime conviction qui nous pousse à nous investir dans le développement des transports en commun. Notre revendication d'une régie publique des transports progresse, parce que tout le monde a compris, dans ce domaine aussi, que le prix coûtant du service, c'est toujours au moins 25% moins cher.

Cette régie publique des Transports dans la décennie sera une étape importante pour ensemble discuter d'un projet commun. Ces 25% d'économies pourraient, par exemple, financer la gratuité, comme cela se pratique dans des dizaines de villes en France, avec comme conséquence une augmentation de la fréquentation des lignes de bus, aux dépens de la voiture.

Avec à la clé, la réduction de nos émissions de carbone. S'il y a catastrophe écologique, alors il faut bouger !

- C'est cette intime conviction qui nous pousse à densifier la ville.

En commençant par maîtriser notre foncier nous-mêmes. D'autres préfèrent laisser les marchands de bien organiser la spéculation pour bétonner nos villes. Grand bien leur fassent s'ils préfèrent des opérations immobilières avec un prix à la sortie de 3000 € du M2. Nous n'en

voulons pas ici. Qui de nos enfants, de nos parents retraités, ou de nos familles peuvent s'offrir un appartement à ce prix là ?

D'autres préfèrent brader leurs terrains à des grosses entreprises de logistique. Alors bien sûr leur plan de com' peuvent se vanter d'attirer des entreprises, mais avec combien d'emplois au M2 ?

Ici, la règle n'a pas changé et je vous propose qu'elle ne change pas : à moins de 100 emplois à l'hectare nous ne vendons pas. Alors bien sûr ça prend plus de temps, surtout en ces temps grotesques ou l'économie réelle est reléguée au second plan par rapport à l'économie financière.

Mais regardez l'implantation d'une sandwicherie, d'une jardinerie, d'un restaurateur, des entreprises du BTP, nous ont valu la création de centaines d'emplois !

Évidemment, le contexte que vous connaissez ne permet pas de faire des miracles. Nous avons 5000 demandeurs d'emplois !

Mais en attendant que l'État prenne des mesures efficaces pour la relance de l'activité, nous faisons avec nos atouts : nos Hôtels d'entreprises, nos antennes emplois, nos partenaires, Notre Pacte pour l'Emploi, notre Centre de Formation, notre Forum pour la réussite citoyenne, nos chantiers d'insertion, notre dispositif Trait d'union... tous ces dispositifs ont été imaginés pour accompagner chacun et lutter contre le décrochage social, professionnel et psychologique.

Et ainsi apporter une réponse aux oubliés, aux exclus, aux discriminés, à ceux à qui on a fait croire que rien de bon ne pouvait en sortir.

C'est de l'humain dont il s'agit, et ralentir la vie, c'est aussi, prendre le temps avec ceux qui sont au bord du chemin et les aider à reprendre le fil de leur projet de vie.

2012 a été l'occasion pour nous de promouvoir, lors des 24h de l'Économie Sociale et Solidaire, une autre manière de produire et de consommer.

Si nous avons une leçon à retenir de tout ce gâchis, c'est qu'il nous faut sortir de ce mythe de la croissance économique à n'importe quel prix.

Ici pas de règle d'or. Mais plutôt la règle verte. La priorité c'est la réduction de la dette écologique.

En France, nous ne pouvons pas avoir consommé en 8 mois ce que la Terre peut produire et digérer en un an.

Nous devons nous interroger sur l'utilité réelle de ce que nous produisons, sur son impact environnemental, et sur la manière dont sont organisées les prises de décision dans la société mais aussi l'entreprise.

L'ESS est une réponse. De par sa vocation même parce qu'au service des besoins et non pas à la merci de la rentabilité financière comme modèle pour produire n'importe où, n'importe quoi, n'importe comment, pourvu que ça rapporte.

C'est pourquoi nous finançons la Coopérative d'Activités et d'Emplois afin de développer une alternative à l'auto-entrepreneuriat en permettant au travailleur d'être son propre patron tout en

lui offrant un parcours sécurisé en étant salarié d'une entreprise collective. Déjà 20 sociétaires se félicitent de l'avoir intégrée depuis 2011.

C'est pourquoi, nous étudions l'installation d'une recyclerie et d'un atelier de Fabrication-réparation ouvert à tous (un Fab-Lab) avec imprimante 3D, en 2013 pour sortir du gaspillage, de la société du tout-jetable, de l'obsolescence programmée. Plutôt que d'accumuler des déchets qui vont bien souvent empoisonner les pays les plus pauvres, nous réfléchissons à transmettre d'autres valeurs comme le droit à réparer et à recycler.

Ralentir la vie, c'est également revenir à des circuits courts d'échanges et de production. C'est aussi une condition pour la préservation écologique de l'unique écosystème humain planétaire. Plutôt que de trimballer des produits d'un bout à l'autre de la Terre, exploitant la nature et les hommes, il faut relocaliser notre économie.

Nous n'allons bien sûr pas le faire à nous tous seuls, mais chaque initiative qui permet cette prise de conscience est bonne à prendre.

Chaque initiative qui enrayer la catastrophe écologique qui s'avance est bonne à prendre.

Chaque emploi créé par le développement local est bon à prendre pour la planète et l'humanité toute entière.

En 2013, nous allons la créer notre Monnaie ! Voilà plusieurs années que nous travaillons dessus, dans le cadre d'un comité d'animation de la Monnaie Locale. Pour nous convaincre, que cet outil favoriserait les échanges entre acteurs économiques locaux, et agirait comme disent certains « en accélérateur de business » pour fidéliser une production locale et une consommation locale ; en 2013 nous allons concrétiser cette action avec vous tous et mettre nos pas dans ceux des villes de Toulouse et Grenoble.

Avec notre monnaie locale, je suis sûr que nous allons faire des émules autour de nous. Nous, le territoire spécifique. Comme nous l'avons fait avec notre régie publique de l'eau. Ici la gestion au prix coûtant des services et des biens communs, ce n'est pas juste un slogan.

Ce que nous disons nous le faisons.

Quand nous disons que les biens communs ne doivent pas rester dans la main des marchands, nous passons à l'acte. Nous l'avons fait en matière d'eau.

Grigny, sous la houlette de mon ami Maire Philippe Rio, va le faire en matière de chauffage avec non seulement la réduction du coût d'accès à l'énergie mais avec toute l'intérêt écologique de la géothermie profonde.

Vous croyez que ça se passe facilement peut être ? Que chacun respecte ces décisions démocratiquement prises en vertu de la libre administration des collectivités, prévue dans la Constitution Française ? Voyez-vous, c'est mal connaître la rapacité de nos adversaires ! Voilà une bonne leçon : ils ne se laissent pas dépouiller si facilement.

Mais c'est dommage, nous sommes tenaces, nous ne voulons pas qu'ils dépouillent les gens.

Forcément le calcul est simple : si nous sommes à 30% moins chers, vous imaginez la sacrée marge dont ils sont privés !

C'est ça qui dérange ! Nos récents démêlés judiciaires avec la filiale de la Lyonnaise des Eaux,

et son cabinet Vae Solis Corporate, nous ont démontré ce qui pouvait se tramer en sous-main. Cela pourrait être qualifié de trafic d'influence (5 ans de prison, 75000 € d'amende).

Comme vous le savez sans doute, nous avons porté plainte en nous constituant partie civile, après que notre 1ère plainte soit restée lettre morte auprès du représentant du Garde des Sceaux.

On peut se demander pourquoi aucune suite n'a été donnée alors même que les protagonistes ont quasiment avoué dans la presse. Affaire à suivre, mais je profite de cet instant pour vous remercier de vos nombreuses marques de soutien.

Leurs manœuvres ne changent rien, notre détermination est totale ! Oui nous allons faire couler de l'eau de source qui provient d'une gestion publique dans les robinets des Viry-chatillonnais en 2014 !

Oui nous allons étudier de près le contrat qui lie la ville de Grigny à la Lyonnaise des Eaux. Puis nous étendrons notre Régie !

Vous pouvez essayer de nous abattre politiquement, vous mettre en travers du chemin, être complices de tels ou tels intérêts.

Rien ne nous arrêtera.

Car ce n'est pas une affaire d'honneur, de dogmatisme ou d'obstination bornée. Parce que « l'eau n'est d'aucune manière une marchandise mais l'égal de l'air et du rayon de soleil » comme le disait si joliment Danielle Mitterrand.

Parce que c'est la régie publique qui nous permet d'avancer en matière de gratuité pour les familles, de différencier les tarifs selon les usages indispensables, professionnels, de luxe ou de confort.

La gestion publique, c'est mieux, partout, tout le temps que ce soit pour l'eau, le chauffage urbain ou les transports, les crèches, comme le démontre ma camarade Maire Simone Mathieu à Viry-Chatillon, mais aussi la cantine, les espaces verts, les déchets.

C'est moins cher, c'est plus écologique, c'est plus transparent dans la gestion, c'est nous qui définissons les conditions d'accès et les tarifs au prix coûtant. Pas d'actionnaires qui se prennent de la marge au passage !

C'est aussi notre réponse à ceux qui viennent nous chercher sur la gestion des deniers publics en braves châtelains municipaux. Alors que c'est leur idéologie libérale bornée ou leur paresse de notables qui les conduisent à abandonner les contribuables à l'augmentation des factures, des impôts et de la dette pour payer les dividendes.

Pour ce qui est de la gratuité, nous avançons dans la réflexion et nous la lions intimement à l'impératif d'accès aux biens communs. Nous avons organisé au siège de l'agglomération il y a 2 ans un colloque sur la gratuité des services publics.

La gratuité nous la pratiquons sur les composteurs, les V'LACS, les premiers litres d'eau indispensables à la survie, les contrôles de conformité assainissement et les compteurs d'eau. Mais il nous faut étendre notre raisonnement. Gratuité des transports comme alternative au

tout-voiture, gratuité des mètres cubes d'eau indispensables à la vie, gratuité des équipements publics...je vous propose qu'on s'interroge dans chacun de ces domaines pour questionner les usages, et la façon dont est redistribué l'impôt.

D'autant que depuis 2 ans, la loi a transféré, de force, l'impôt ménage du département aux agglos, alors que nous étions fiers de développer notre action avec la seule Taxe Professionnelle, désormais supprimée et non totalement compensée.

Enfin, à notre niveau, nous avons le devoir d'agir sur le ressort du productivisme : le consumérisme alimenté par la publicité génère des besoins inutiles.

Nous sommes agressés et sollicités en permanence par la pub.

Les communes agissent grâce à leurs règlements de publicité. Nous pouvons prolonger leur engagement.

Ainsi nous avons décidé de limiter la publicité sur les abris-bus à l'artisanat et au commerce local, et nous avons décidé de supprimer 28 panneaux de publicité supplémentaires en 2013.

A cet égard, vous aurez remarqué que pour nos V'Lacs nous avons préféré un système qui crée de l'emploi avec l'association « 2 roues pour l'emploi », plutôt qu'un financement publicitaire.

Ceci c'est encore lutter contre la pollution visuelle.

Ici nous avons pris conscience ensemble que renouveler la ville sur elle-même ne nous dispensait pas de contribuer à la protection de la biodiversité.

Ce n'est pas que nous sommes les amis des petites fleurs et des oiseaux que nous le faisons. Quoique ce n'est pas parce que nous sommes en banlieue que nous sommes dépourvus d'un certain sens de l'esthétisme de la Nature !

D'ailleurs c'est ici que nous avons les plus beaux Lacs de l'Île-de-France ! Et cela a été le fruit d'une décision politique quand en 1997, mon ami Claude Vazquez et moi-même, décidions de créer le SIVU des Lacs, première pierre de la collaboration entre nos 2 villes. Il faut dire que nous avons mis du cœur et de l'argent public à l'ouvrage ! Et nous pouvons être fiers du résultat après 16 ans d'inlassables tâches pour tous les agents qui s'y consacrent chaque jour.

Donc ce n'est pas juste par amour des beaux paysages, et de la satisfaction de voir des espèces de la faune et de la flore protégées revenir dans notre milieu pourtant urbain, même si c'est important, c'est l'intime conviction que nous avons ce devoir de préserver la biodiversité, patrimoine garant de la survie du genre humain.

C'est maintenant ce qui nous guide dans la rédaction d'un plan climat.

C'est pourquoi nous sommes engagés dans un processus que nous avons nommé 15 projets pour 2015. Nous avons défini des continuités écologiques et nous allons les conforter!

Nous avons listé sur nos 2 villes tous les points d'eau, bois, espaces verts et espaces naturels, et nous allons donner une cohérence à toute cette richesse écologique, y compris en déminéralisant des surfaces bétonnées.

Gilles Clément nous fait l'honneur de nous accompagner sur ce travail.

Soyons à la hauteur du soutien de cet écologiste de renom international !

Déjà, nous avons organisé le retour de la nature en ville, en revenant à des pratiques horticoles

manuelles plutôt que les produits chimiques sur l'espace public.

Nous avons appris de nouvelles techniques et un nouveau vocabulaire : le fauchage tardif, la gestion différenciée selon les usages, l'éco-pâturage avec nos chèvres des fossés pour tondre, la pollinisation saisonnière avec les abeilles et leur rucher...

Nous avons le devoir de ne pas laisser tomber dans l'oubli les liens entre la nature et l'homme et les interactions qui existent entre nous.

Il nous faut réapprendre tout cela et le transmettre aux générations futures. Nous vous avons remis des ouvrages pour y contribuer.

C'est le sens de notre jardin de la biodiversité mais aussi de l'école et du Théâtre du jardin planétaire, où nous sommes aujourd'hui. La Friche. Vous ne trouvez pas que c'est un beau nom ?

Dans ce bâtiment destiné à recevoir du développement économique, et nous travaillons à y accueillir des activités, l'idée était de lui donner une destination provisoire pour le faire vivre. Alors y faire le logis pour l'art au service de la nature, les conférences sur notre écosystème, nos travaux en économie sociale et solidaire, et l'implantation d'une recyclerie, c'est un beau symbole, qui vient illustrer concrètement notre projet global qu'un jour nous léguerons aux générations futures.

Mais enfin, sur tous ces sujets, des coopérations existent avec nos voisins : au sein du SMITEC pour ce qui est des transports, au sein du SIREDOM, pour les déchets, au sein de l'AUDES0 pour ce qui concerne l'aménagement et le développement de l'activité.

Sur la question de l'eau en gestion publique, Evry Centre Essonne a travaillé avec nous pour créer sa régie, le Val d'Orge et le Val d'Yerres et d'autres viennent nous consulter pour partager notre expertise.

Le conseil général par la voix de son président appuyant l'action, je le cite « des excellents conseillers généraux Claude Vazquez et Paul da Silva a salué le caractère précurseur et inspirateur des Lacs de l'Essonne pour le département tout entier, dans la gestion de ce bien commun.

A la logique de la concurrence et de la compétition acharnée les uns contre les autres, nous préférons les coopérations renforcées les uns avec les autres. Ainsi, demain, même si ce n'est pas à l'ordre du jour, lorsqu'il s'agira de s'interroger sur les regroupements des agglos, nous le ferons sur la base du projet partagé.

Alors, parce que j'ai été long et pour capter votre attention, je serai, ici, garant d'une chose : notre bilan d'agglo ne sera pas soluble dans des intercommunalités qui n'ont aucune vision pour l'avenir, ou qui conduiraient à la privatisation de tout, contre l'intérêt des usagers et des contribuables.

D'autant que nous avons maintenant des comptes à vous rendre directement puisque le changement de mode de scrutin nous rendra responsables devant vous, les électeurs. Bonne nouvelle ! Je m'y soumettrai avec grand plaisir.

En effet, en 2014, nous attendent l'élection communale et l'élection communautaire. 2 élections avec 1 même bulletin de vote. Vous l'avez compris, tout sera question de choix politiques. Ces ambitions collectives nous les mettons à votre disposition pour les débattre, les discuter, voire les disputer. Je suis disponible pour ce débat citoyen.

Nous avons besoin de l'implication de tous.

A tous, je dis : Les rendez-vous ne manquent pas : concertation, portes ouvertes, ateliers...ne vous désintéressez pas du pouvoir que vous nous avez confié.

Tout cela nous pouvons le faire ensemble. La tâche va être rude, dans un contexte d'austérité, où tout peut être organisé pour raboter les finances locales. Tout cela pour répondre à un équilibre fabriqué par les agences de notation...

Alors nous pouvons résister ensemble pour un monde meilleur.

Il va falloir puiser les forces en nous pour reprendre le fil des combats, même si on aurait bien aimé être soulagés de beaucoup d'entre eux, depuis près de 20 ans que nous sommes ensemble, citoyens, militants associatifs, syndicaux et politiques, acteurs de la vie locale.

Je vous propose de nous rassembler à nouveau, avec nos équipes municipales et communautaires, non pas pour répondre à des exigences électorales, à des soifs personnelles de pouvoir, mais pour faire accéder les habitants aux droits humains les plus indispensables.

Aller plus loin en termes de droits que ceux qui nous ont été légués par nos ancêtres. Pour en être les dignes héritiers, dans le meilleur de l'universalisme français, tels des enfants des Lumières de la Grande Révolution Française.

L'Histoire vient à nous, mes amis. Et à sa rencontre viendra le temps des cerises et des jours heureux.

Très belle année à vous !